

IAA  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 05/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**VOLEFI**

ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO  
BP 8  
29340 RIEC SUR BELON

Références : N°AIOT // 0052903521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement VOLEFI implanté ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO BP 8 29340 RIEC SUR BELON. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à celle du PPC2021 réalisé le 31 mars 2021; Lors de cette inspection la vérification du respect des prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatifs aux ESP du site avait relevé plusieurs non-conformités.

L'exploitant a eu les suites proposées (mise en demeure signé le 30/04/2021 et amende administrative).

Cette inspection permet de s'assurer du retour de la situation irrégulière vis à vis de l'AM du 20/11/2017 le délai des 3 mois étant passé.

L'exploitant a transmis les éléments :

→ transmission d'une liste conforme à l'article 6-III de l'AM du 20/11/2017

→ régularisation de l'ensemble des contrôles

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOLEFI
- ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO BP 8 29340 RIEC SUR BELON
- Code AIOT dans GUN : 0052903521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société VOLEFI est légalement autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans la découpe et la transformation de volailles, situé à ZI de Kérandréo à Riec Sur Belon (29) par plusieurs arrêtés préfectoraux notamment celui du 6 mai 2009. Ce site a fait une déclaration d'antériorité à la rubrique IED principale 3642-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de

l'environnement ;

La cuve actuelle de GNL du site est remplacé par une cuve de Propane, l'exploitant apportera les descriptifs nécessaires au moment du choix définitif.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'APMD de 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant a également fait part de la mise en place du grillage sur la partie restante du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                                    | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Contrôle de la liste des appareils à pression               | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | /  | Sans objet        |
| Analyse du compte rendu d'inspection Périodique             | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17    | /  | Sans objet        |
| Vérification des échéances de l'inspection périodique       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I  | /  | Sans objet        |
| Analyse du compte rendu de requalification périodique       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25    | /  | Sans objet        |
| Vérification des échéances de La requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I  | /  | Sans objet        |
| Contrôle de la plaqued'identification des ESP               | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI  | /  | Sans objet        |
| Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette           | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24    | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a transmis les justificatifs nécessaires.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Contrôle de la liste des appareils à pression

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.<br><br>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.   |
| <b>Constats :</b><br>Cette inspection fait suite à l'inspection PPC 2021 sur la thématique ESP pour laquelle des non-conformités ont été observées et la rédaction d'un APMD en date du 30 avril 2021.<br>L'exploitant a fait suivre par courriel du 16/12/2021, 3 listes des ESP présents sur son site. Plusieurs échanges téléphoniques ont suivi et l'inspection a indiqué venir sur site le 16/03/2022 pour vérifier certains équipements.<br>L'inspection a formulé plusieurs remarques sur les listes, ces points ont bien été pris en compte par l'exploitant.<br>Sur les listes PARC ESP Vapeur et Air Comprimé, dans la colonne régime de surveillance est indiqué --> sans plan d'inspection;<br>Sur les listes des équipements de la centrale CO2 et du Groupe Trane : ensemble d'équipements nouveaux sur le site (02/09/2021) --> listes conformes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - L'inspection périodique est réalisée :<br>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;<br>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.<br>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.<br>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.<br>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.<br>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.<br>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique. |
| <b>Constats :</b><br>Par courriel du 15/02/2022, l'exploitant met à disposition les comptes rendus des inspections périodiques demandés.<br>Vérification partielle.<br>1/ liste ESP Air Comprimé : équipement réservoir tampon SDM, intervention au 15/12/2021, mise en cohérence de la date d'intervention de l'attestation IP avec la date de l'intervention;<br>2/ liste ESP Air Comprimé : équipement AIRCOM , intervention IP par prestataire au 06/05/21;<br>3/ liste ESP Air Comprimé : équipement ALDER réservoir , intervention IP au 15/12/2021 par prestataire au 06/05/21;   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Vérification des échéances de l'inspection périodique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les comptes rendus d'IP vérifiés sont conformes.</p> <p>Pour les ensembles nouveaux, centrale CO2 et Groupe TRANE, pour ces groupes froids, l'exploitant a mis à dispositions le contrôle de vérification initiale (VI = CMS pour les groupes froids), simple remarque sur ce CR qui doit être signé et daté par le prestataire.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Analyse du compte rendu de requalification périodique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.<br>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.<br>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.<br>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.<br>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.<br>IV.-Il est interdit :<br>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;<br>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection a vérifié une attestation de requalification périodique pour le récipient déshuileur;   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Vérification des échéances de La requalification périodique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul><br>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la transmission de fin 2021, il y avait des incohérences sur les listes.<br>Ces points sont rectifiés.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



**Nom du point de contrôle :** Contrôle de la plaqued'identification des ESP

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.   |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection a vérifié les plaques suivantes:<br>1/ Local compresseur, récipient séparateur d'huile, la plaque est en cohérence avec les éléments de la liste et l'attestation de RP en date du 04/03/2022. Le poinçon a été visualisé.<br><br>2/ Bouteille BP, installation CO2, cohérence des éléments de la plaque avec la liste ESP. Déclaration de mise en service effectué. Pas de poinçon ou autre marquage car équipement neuf. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".<br><br>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. |
| <b>Constats :</b> Contrôle visuel conforme au niveau de l'équipement ciblé, le récipient compresseur ALDER 30863003.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |